

Océanie. Papouasie-Nouvelle-Guinée : quels résultats aux élections ?

vendredi 11 août 2017, par [Alexandre DAYANT](#)

Ne serait-ce que parce que la France est un acteur dans le Pacifique, il est important d'avoir une vision actualisée de la situation socio-politique dans la région. Les élections sont l'occasion d'attirer l'attention sur la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Située au nord de l'Australie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée est un pays d'Océanie occupant la moitié orientale de l'île de la Nouvelle-Guinée. Sa population avoisine 8 millions d'habitants.

LE PARLEMENT de la Papouasie Nouvelle Guinée vient de confirmer Peter O'Neill au poste de premier ministre, malgré une opposition grandissante.

Après une élection nationale tumultueuse dont les résultats ont été déclarés début août 2017, où la liste électorale a laissé de côté des milliers de Papous inéligible au vote, P. O'Neill reprend les rênes du pouvoir, avec une majorité diminuée mais confortable de 60 contre 46. Le premier ministre hérite donc des défis qu'il laissa à la fin de son premier mandat, parmi lesquels **la précarité économique du pays**.

Peter O'Neill est arrivé au pouvoir en août 2012 sur une promesse de « stabilité et prospérité », assurant que son gouvernement serait « remémoré par le peuple de Papouasie-Nouvelle-Guinée comme étant le plus décisif, actif, transparent et responsable que la Nation n'est jamais élu ». Les conditions étaient, en effet, idéales pour une telle déclaration car le pays bénéficiait d'un environnement économique extrêmement favorable : la construction du plus grand projet énergétique du pays (19 milliards de dollars) allait changer la nation. Ainsi, le gouvernement s'engageât à redistribuer ces bénéfices, promettant notamment la gratuité de l'éducation et de la santé.

Cependant, en **2014**, le paysage économique s'assombrit. La **chute du prix des matières premières** rongea les revenus gaziers et poussa le pays à emprunter massivement, ce qui impliqua d'importantes coupes budgétaires. Manquant de moyens, les nouvelles écoles ont très vite été surpeuplés, et les professeurs dépassés. Une situation instable qui se répéta au sein du secteur hospitalier.

En arrivant au pouvoir, P. O'Neill instaura la « Task Force Sweep », une unité spéciale chargée de combattre la corruption au sein de la sphère politique. Mais son travail a vite été limité par de lourds fardeaux légaux et administratifs, incluant en particulier un cas de fraude estimé à 28 millions de dollars, visant P. O'Neill lui-même. Le premier ministre a longtemps promis de « se défendre jusqu'à son dernier souffle », ce qu'il a réussi à faire. Après deux années de procédure, l'affaire a été classée sans suite... et la « Task Force Sweep » fut démantelée.



Carte de la Papouasie-Nouvelle-Guinée

Cliquer sur la vignette pour agrandir cette carte de la Papouasie-Nouvelle-Guinée réalisée par le Ministère des Affaires étrangères et du développement international (France) en 2015.

Sur un plan positif, le pays a gagné en infrastructures et installations, surtout à Port Moresby. Ces gains ont permis au pays d'accueillir d'importants événements régionaux (« Pacific Game 2015 ») et internationaux (Coupe du monde de football féminin des moins de 20 ans), ce qui aida le pays à améliorer son image à l'international. Cependant, en dehors de la capitale, le développement urbain resta faible et ne bénéficia malheureusement pas de la même générosité.

C'est donc face à un **bilan mitigé** que la population de Papouasie-Nouvelle-Guinée s'est rendue aux urnes en 2017.

Pendant deux semaines, les Papous ont participé au scrutin pour le renouvellement du Parlement, choisissant parmi 3 332 candidats se disputant 111 sièges.

Ces élections, les dixièmes depuis l'indépendance du pays en 1975, ont mobilisé plus de 28 000 employés électoraux repartis sur 10 830 bureaux de vote, la plupart desquelles se trouvant dans les zones les plus isolées du globe.

Malgré des efforts indéniables, le processus électoral n'a pas été épargné de faits divers trop souvent communs aux jeunes démocraties : **violences, accusations de malfeasance, ou même tentative d'enlèvement de l'un des candidats.**

Le problème majeur de ces élections 2017 a été l'état déplorable de la liste électorale. Des milliers de Papous, ne purent exprimer leur vote car leurs noms n'apparaissaient pas sur la liste actualisée. Des observateurs indépendants ont qualifié l'état de la liste électorale d'« alarmant ». Ce qui continue de nourrir les argumentations allant contre la légitimité des élections.

Le 2 août 2017, après une période de décompte sous haute tension, les résultats ont été officialisés. La coalition de Peter O'Neill a conservé la majorité, le confortant par la même occasion au poste de premier ministre, battant la coalition de « L'Alliance ».

Malgré sa victoire, le premier ministre fait face à de **nouveaux défis**. Comme lors de son dernier mandat, le gouvernement s'est fait élire sur un engagement d'amélioration des secteurs de la santé, de l'éducation et des infrastructures. Cependant, avant de pouvoir agir, il doit mettre de l'ordre dans ses finances. En effet, un rapport du ministère de l'Economie (PNG MYEFO) révèle la **situation précaire des finances publiques du pays**. Le gouvernement doit donc prendre les mesures nécessaires pour corriger les faux pas de son précédent mandat, s'il veut réaliser les réformes promises.

En plus de ces défis immédiats, le gouvernement doit se préparer à répondre aux problématiques qui se dressent à l'horizon. L'organisation du sommet de l'APEC, ainsi que le referendum sur l'indépendance de l'une de ses régions, Bougainville, en 2019, ont la capacité d'engendrer de fortes instabilités dans le pays.

Un résultat de cette élection est la **formation d'une opposition organisée et réactive**, « l'Alliance », qui peut constituer une sérieuse résistance pour le premier ministre. La coalition, formée majoritairement par l'Alliance Nationale et d'autres candidats indépendants, s'est rapprochée fortement du pouvoir. Elle est historiquement unique de par son importance, mais risque néanmoins de se dissoudre rapidement si ses membres faiblissent face aux bénéfices qu'offre le parti de P. O'Neill. Cela pourrait nuire à la légitimité et robustesse des débats au sein du Parlement, longtemps étouffés par la majorité absolue du gouvernement.

En somme, la réélection en 2017 de Peter O'Neill n'a pas été une formalité. Sa formation, le PNC, reste à la tête du gouvernement mais la scène politique de la Papouasie-Nouvelle-Guinée s'est durcie. Désormais, une lourde tâche attend le premier ministre : construire un avenir pour le pays en tenant compte des erreurs du passé.

Plus

Christian Lechervy. Pacifique : quelle géopolitique ?

P.-S.

Alexandre Dayant est chercheur associé au Lowy Institute, un think-tank en politique internationale localisé à Sidney, en Australie. Ses domaines d'expertise sont les politiques d'aide au développement et les enjeux géostratégiques en Asie-Pacifique. En 2017, Alexandre Dayant a notamment participé à une mission d'observation des élections nationales en Papouasie-Nouvelle-Guinée.